chefs du capital ont apporté ainsi une certaine correction à leur appréciation primitive, en reconnaissant que la situation n'est pas immédiatement révolutionnaire, mais pré-révolutionnaire.

Seconde leçon remarquable de stratégie de classe! Elle montre que même le grand capital, qui a à sa disposition tous les leviers de commande, ne peut apprécier d'un seul coup *a priori* et infailliblement la situation politique dans toute sa réalité : il entre en lutte et dans le processus de la lutte, sur la base de l'expérience de la lute, il corrige et précise son appréciation. Tel est en général le seul moyen possible de s'orienter en politique exactement et en même temps activement.

Et les chefs de l'Internationale Communiste ? A Moscou, à l'écart du mouvement ouvrier français, quelques médiocres bureaucrates, mal renseignés, en majorité ne lisant même pas le français, donnent à l'aide de leur thermomètre le diagnostic infaillible : « La situation n'est pas révolutionnaire. » Le Comité Central du Parti Communiste français est tenu, en fermant yeux et oreilles, de répéter cette phrase creuse. La voie de l'Internationale Communiste est la voie la plus courte vers l'abime!

Le sens de la capitulation des radicaux

Le *parti radical* représente l'*instrument politique de la grande bourgeoisie*, qui est le mieux adapté *aux traditions et aux préjugés de la petite bourgeoisie*. Malgré cela, les chefs les plus responsables du radicalisme, sous le fouet du capital financier, se sont humblement inclinés devant le coup d'Etat du 6 février, dirigé immédiatement contre eux. Ils ont reconnu ainsi que la marche de la lutte des classes menace les intérêts fondamentaux de la « nation », c'est-à-dire de la bourgeoisie et se sont vus contraints de sacrifier les intérêts électoraux de leur parti. La capitulation du plus puissant parti parlementaire devant les revolvers et les rasoirs des fascistes est l'expression extérieure de l'*effondrement complet de l'équilibre politique du pays*. Mais celui qui prononce ces mots, dit par cela même : la situation est révolutionnaire ou, pour parler plus exactement, pré-revolutionnaire (1).

La petite bourgeoisie et la situation pré-révolutionnaire

Les processus qui se déroulent dans les masses de la petite bourgeoisie ont une importance exceptionnelle pour apprécier la situation politique. La crise politique du pays est avant tout la crise de la confiance des masses petites-bourgeoisies dans leurs partis et leurs chefs traditionnels. *Le mécontentement, la nervosité, l'instabilité, l'emportement facile de la petite bourgeoisie* sont des traits extrêmement importants d'une situation pré-révolutionnaire. De même que le malade brûlant de fièvre se met sur le côté droit ou sur le côté gauche, la petite bourgeoisie fébrile peut se tourner à droite ou à gauche. Selon le côté vers lequel se tourneront dans la prochaine période les millions de paysans, d'artisans, de petits commerçants, de petits fonctionnaires français, la situation pré-révolutionnaire actuelle peut se changer aussi bien en situation révolutionnaire que contre-révolutionnaire.

L'amélioration de la *conjoncture économique* pourrait — pas pour longtemps — retarder, mais non pas arrêter la différenciation à droite ou à gauche de la petite bourgeoisie. Au contraire, si la crise allait s'approfondissant, la faillite du radicalisme et de tous les groupements parlementaires qui gravitent autour de lui irait à une vitesse redoublée.

Comment peut se produire un coup d'état fasciste en France ?

Il ne faut toutefois pas penser que le fascisme doit nécessairement devenir un puissant parti parlementaire, avant qu'il se soit emparé du pouvoir. C'est ainsi que cela se passa en Allemagne, mais en Italie ce fut autrement. Pour le succès du fascisme il n'est pas du tout obligatoire que la petite bourgeoisie ait rompu *préalablement* avec les anciens parti « démocratiques » : il suffit qu'elle ait perdu la confiance qu'elle avait en eux et qu'elle regarde avec inquiétude autour d'elle, en cherchant de nouvelles voies.

Aux prochaines élections municipales, la petite bourgeoisie peut encore donner un nombre très important de ses voix aux radicaux et aux groupes voisins, par l'absence d'un nouveau parti politique, qui réussirait à conquérir la confiance des paysans et des petites gens des villes. Et en même temps un coup de force militaire du fascisme peut se produire, avec l'aide de la grande bourgeoisie, dès quelques mois après les élections et par sa pression attirer à lui les sympathies des couches les plus désespérées de la petite bourgeoisie.

C'est pourquoi ce serait une grossière illusion de se consoler en pensant que le drapeau du fascisme n'est pas encore devenu populaire dans la province et dans les villages. Les tendances anti-parlementaires de la petite bourgeoisie peuvent, en s'échappant du lit de la politique parlementaire officielle des partis, soutenir directement et immédiatement un coup d'Etat militaire, lorsque celui-ci deviendra nécessaire pour le salut du grand capital. Un tel mode d'action correspond beaucoup plus à la fois aux traditions et au tempérament de la France (2).

Les chiffres des élections ont, bien entendu, une importance symptômatique. Mais s'appuyer sur ce *seul* indice serait faire preuve de crétinisme parlementaire. Il s'agit de processus plus profonds, qui, un mauvais matin, peuvent prendre à l'improviste messieurs les parlementaires. Là, comme dans les autres domaines, la question est tranchée non pas par l'arithméique, mais par la dynamique de la lutte. La grande bourgeoisie n'enregistre pas passivement l'évolution des classes moyennes, mais prépare les tenailles d'acier, à l'aide desquelles elle pourra saisir au moment opportun les masses torturées par elle et désespérées.

(1) Il est extrêmement caractéristique pour al bureaucratie *ouvrière* petite-bourgeoise effrayée, surtout pour les stalinistes, qu'elle s'est alliée aux radicaux « pour lutter contre le fascisme », après que les radicaux eurent révélé leur complète incapacité de lutter contre le fascisme. Le cartel électoral avec les radicaux, qui était un crime du point de vue des intérêts historiques du prolétariat, avait au moins, dans les cadres restreints du parlementarisme son sens pratique. *L'alliance extra-parlementaire avec les radicaux contre le fascisme est non seulement un crime, mais encore une idiotie.*

(2) Le marxisme n'ignore nullement — notons-le en passant — des éléments comme la tradition et le tempérament national. La direction fondamentale du développement est déterminée, évidemment, par la marche de la lutte des classes. Mais les *formes* du mouvement, son *rythme*, etc., peuvent varier beaucoup sous l'influence du tempérament et des traditions nationales, qui, à leur tour, se sont formées dans le passé sous l'influence de la marche de la lutte des classes.

Dialectique et Métaphysique

La pensée marxiste est *dialectique* : elle considère tous les phénomènes dans leur développement, dans leur passage d'un état à un autre. La pensée du petit bourgeois conservateur est métaphysique : ses conceptions sont immobiles et immuables, entre les phénomènes il y a des cloisonnements imperméables. L'opposition absolue entre une situation révolutionnaire et une situation non-révolutionnaire représente un exemple classique de pensée métaphysique, selon la formule : ce qui est, est — ce qui n'est pas, n'est pas, et tout le reste vient du Malin.

Dans le processus de l'histoire, on rencontre des situations stables tout à fait non-révolutionnaires. On rencontre aussi des situations notoirement révolutionnaires. Il existe aussi des situations contre-révolutionnaires (il ne faut pas l'oublier!) Mais ce qui existe surtout à notre époque de capitalisme pourrissant ce sont des situations *intermédiaires, transitoires* : entre une situation non-révolutionnaire et une situation pré-révolutionnaire, entre une situation pré-révolutionnaire et une situation révolutionnaire ou... contre-révolutionnaire. C'est précisément ces états transitoires qui ont une importance décisive du point de vue de la stratégie politique.

Que dirions-nous d'un artiste qui ne distinguerait que les deux couleurs extrêmes dans le spectre ? Qu'il est daltonien ou à moitié aveugle et qu'il lui faut renoncer au pinceau. Que dire d'un homme politique, qui ne serait capable de distinguer que deux états : « révolutionnaire » et « non-révolutionnaire » ? Que ce n'est pas un marxiste, mais un staliniste, qui peut faire un bon fonctionnaire, mais en aucun cas un chef prolétarien.

Une situation révolutionnaire se forme par l'action réciproque de facteurs objectifs et subjectifs. Si le parti du prolétariat se montre incapable d'analyser à temps les tendances de la situation pré-révolutionnaire et d'intervenir activement dans son développement, au lieu d'une situation révolutionnaire surgira inévitablement une situation contre-révolutionnaire. C'est précisément *devant ce danger que se trouve actuellement le prolétariat français*. La politique à courte vue, passive, opportuniste du Front Unique, et surtout des stalinistes, qui sont devenus son aile droite, voilà ce qui constitue *le principal obstacle sur la voie de la révolution prolétarienne en France*.

II
Les revendications immédiates et la lutte pour le pouvoir

La stagnation du Front Unique

Le Comité Central du Parti Communiste repousse la lutte pour la nationalisation des moyens de production, comme une revendication incompatible avec l'état bourgeois. Mais le Comité Central repousse aussi la lutte pour le pouvoir pour la création de l'état ouvrier. A ces tâches il *oppose* un programme de « revendications immédiates ».

Le Front Unique est actuellement privé de quelque programme que ce soit. En même temps l'expérience propre du Parti Communiste dans le domaine de la lutte pour les « revendications immédiates » a un caractère extrêmement lamentable. Tous les discours, articles et résolutions sur la nécessité de riposter au capital par des grèves n'ont jusqu'à présent abouti à rien, ou presque. Malgré une situation de plus en plus tendue dans le pays, il règne dans la classe ouvrière une *stagnation dangereuse*.

Le Comité Central du Parti Communiste accuse de cette stagnation tout le monde, sauf lui. Nous ne nous disposons à blanchir personne. Nos points de vue sont connus. Mais nous pensons que le *principal obstacle* sur la voie du développement de la lutte révolutionnaire est actuellement le programme unilatéral, contredisant toute la situation, presque maniaque des « revendications immédiates ». Nous voulons ici faire la lumière sur les considérations et les arguments du Comité Central du Parti Communiste avec toute l'ampleur nécessaire. Non pas que ces arguments soient sérieux et profonds : au contraire, ils sont misérables. Mais il s'agit d'une question, dont dépend le sort du prolétariat français.

La Résolution du Comité Central du Parti Communiste sur les « revendications immédiates »

Le document le plus autorisé sur la question des « revendications immédiates » est la résolution programmatique du Comité Central du Parti Communiste. (Voir l'*Humanité* du 24 février.) Nous nous arrêterons à ce document.

L'énoncé des revendications immédiates est fait très généralement : défense des salaires, amélioration des assurances sociales, conventions collectives, « contre la vie chère », etc. On ne dit pas un mot sur le caractère que peut et doit prendre dans les conditions de la crise sociale actuelle la lutte pour ces revendications. Pourtant, tout ouvrier comprend qu'avec deux millions de chômeurs complets et partiels, la lutte syndicale ordinaire pour des conventions collectives est une utopie. Pour contraindre dans les conditions actuelles les capitalistes à faire des concessions sérieuses il faut *briser leur volonté;* on ne peut y parvenir que par une offensive révolutionnaire. Mais une offensive révolutionnaire, qui oppose une classe à une classe, ne peut se développer uniquement sous des mots d'ordre économiques partiels. On tombe dans un *cercle vicieux*. C'est là qu'est la principale cause de la stagnation du Front Unique.

La thèse marxiste générale : *les réformes sociales ne sont que les sous-produits de la lutte révolutionnaire*, prend à l'époque du déclin capitaliste l'importance la plus immédiate et la plus brûlante. Les capitalistes ne peuvent céder aux ouvriers *quelque chose* que s'ils sont menacés du danger de perdre *tout*.

Mais même les « concessions » les plus grandes, dont est capable le capitalisme contemporain, lui-même acculé dans l'impasse, resteront absolument insignifiantes en comparaison avec la misère des masses et de la profondeur de la crise sociale. Voilà pourquoi la plus immédiate de toutes les revendications doit être de revendiquer l'*expropriation des capitalistes et la nationalisation (socialisation) des moyens de production*. Cette revendication est irréalisable sous la dominaion de la bourgeoisie ? Evidemment! C'est pourquoi il faut conquérir le pouvoir.

Pourquoi les masses ne font-elles pas écho aux appels du Parti Communiste ?

La résolution du Comité Central reconnaît en passant que « le Parti n'a pas encore réussi à organiser et à développer la résistance à l'offensive du capital ». Mais la résolution ne s'arrête pas du tout sur la question de savoir pourquoi donc, malgré les efforts du P. C. et de la C.G.T.U., les succès dans le domaine de la lutte économique défensive sont absolument insignifiants. A la grève générale du 12 février, qui ne poursuivait aucune « revendication immédiate », participèrent des millions d'ouvriers et d'employés. Cependant, à la défense contre l'offensive du capital n'a participé jusqu'à maintenant qu'une fraction infime de ce même chiffre. Est-ce que ce fait étonnamment clair ne conduit les « chefs » du Parti Communiste à aucune conclusion? Pourquoi *des millions d'ouvriers se risquent-ils à participer à la grève générale*, à des manifestations de rue agitées, à des conflits avec les bandes fascistes, *mais se refusent-ils à participer à des grèves économiques dispersée ?*

« Il faut comprendre, — dit la résolution, — les sentiments qui agitent les ouvriers désireux de passer à l'action. » Il faut comprendre... Mais le malheur est que les auteurs eux-mêmes de la résolution ne comprennent rien. Quiconque fréquente les réunions ouvrières sait comme nous, que les discours généraux sur les « revendications immédiates » laissent le plus souvent les auditeurs dans un état d'indifférence renfrognée ; par contre, les mots d'ordre révolutionnaires clairs et précis provoquent en réponse une vague sympathie. Cette différence de réaction de la masse caractérise de la façon la plus claire la situation politique de notre pays.

« Dans la période présente, — remarque inopinément la résolution, — la lutte économique nécessite de la part des ouvriers de *lourds sacrifices*. » Il faudrait encore ajouter : et ce n'est que par exception qu'elle promet des résultats positifs. Et pourtant, la lutte pour les revendications immédiates a pour tâche d'*améliorer* la situation des ouvriers. En mettant cette lutte au premier plan, en en renonçant pour elle aux mots d'ordre révolutionnaires, les stalinistes considèrent, sans doute, que c'est précisément la lutte économique partielle qui est le plus capable de soulever de larges masses. Il s'avère justement le contraire: les masses ne font presqu'aucun écho aux appels pour des grèves économiques. Comment peut-on donc en politique ne pas tenir compte des faits ?

Les masses comprennent ou sentent que dans les conditions de la crise et du chômage des conflits économiques partiels exigent des sacrifices inouïs, que ne justifieront en aucun cas les résultats obtenus. Les masses attendent et réclament d'autres méthodes, plus efficaces. Messieurs les stratèges, apprenez chez les masses : elles sont guidées par un sûr instinct révolutionnaire.

La conjoncture économique et la lutte gréviste

S'appuyant sur des citations mal assimilées de Lénine, les stalinistes répètent : « La lutte gréviste est possible même en temps de crise ». Ils ne comprennent pas qu'il y a crise et crise. A l'époque du capitalisme ascendant, à la fois industriels et ouvriers, même pendant une crise aiguë, regardent en avant, vers la nouvelle ranimation prochaine. *La crise actuelle est la règle, et non l'exception*. Dans le domaine purement économique le prolétariat par la terrible pression de la catastrophe économique est rejeté dans une retraite désordonnée. D'autre part, le déclin du capitalisme pousse de tout son poids le prolétariat sur la voie de la lutte politique révolutionnaire de masse. Pourtant, la direction du Parti communiste tend de toutes ses forces à barrer cette voie. Ainsi, dans les mains des stalinistes, le programme des « revendications immédiates » devient un instrument de désorientation et de désorganisation du prolétariat. Cependant, une offensive politique (lutte pour le pouvoir) avec une défense armée active (milice) renverserait d'un seul coup le rapport des forces des classes et, chemin faisant, ouvrirait, *pour les couches ouvrières les plus retardataires*, la possibilité d'une lutte économique victorieuse.

La possibilité d'une ranimation de la conjoncture

Le capitalisme agonisant, comme nous le savons, a aussi ses cycles, mais des cycles déclinants, malades. Seule la révolution prolétarienne peut mettre fin à la crise du *système capitaliste*. La crise *conjoncturelle* fera inévitablement place à une nouvelle et brève ranimation, si ne survient pas entre temps la guerre ou la révolution.

En cas de ranimation de la conjoncture économique la lutte gréviste pourra, sans aucun doute, prendre une étendue beaucoup plus grande. C'est pourquoi il faut suivre attentivement le mouvement du commerce et de l'industrie, particulièrement les changements dans le marché du travail, sans se fier aux météorologues de l'école de Jouhaux et en aidant pratiquement les ouvriers à faire pression au moment nécessaire sur les capitalistes. Mais même dans le cas d'une lutte gréviste étendue il serait criminel de se borner à des revendications économiques partielles. La ranimation de la conjoncture ne peut être ni profonde, ni longue, car nous avons affaire avec les cycles d'un capitalisme irrémédiablement malade. La nouvelle crise — après une brève ranimation — peut se trouver être plus terrible que la présente. Tous les problèmes fondamentaux surgiront de nouveau, et avec une force et une acuité redoublées. Si l'on perd du temps, la croissance du fascisme peut se révéler irrésistible.

Mais aujourd'hui, la ranimation économique n'est qu'une hypothèse. La réalité, c'est l'approfondissement de la crise, le service militaire de deux ans, le réarmement de l'Allemagne, le danger de guerre.

C'est de cette réalité qu'il faut partir.

Les dépouilles du réformisme au lieu de programme révolutionnaire

L'idée finale de la résolution programmatique du Comité Central couronne dignement tout l'édifice. Citons-la littéralement :

> « En combattant chaque jour pour soulager les masses laborieuses des misères que leur impose le régime capitaliste, les communistes *soulignent* que la libération définitive ne peut être obtenue que pas l'abolition du régime capitaliste et l'instauration de la dictature du prolétariat. »

Cette formule ne sonnait pas mal à l'aube de la social-démocratie, il y a un demi-siècle et plus. La social-démocratie dirigeait alors non sans succès la lutte des ouvriers pour des revendications et des réformes isolées, pour ce qu'on appelait le « programme-minimum », en « soulignant » bien que l'affranchissement *définitif* du prolétariat ne serait réalisé que par la révolution. Le « but final » du socialisme était alors tracé dans le lointain nébuleux des années. C'est cette conception, qui déjà à la veille de la guerre s'était complètement survécue, que le Comité Central du Parti Communiste a transportée inopinément dans notre époque, en la répétant mot pour mot, jusqu'à la dernière virgule. Et ces gens invoquent Marx et Lénine !

Quand ils « soulignent » que l'« AFFRANCHISSEMENT DEFINITIF » ne peut être obtenu que par l'abolition du régime capitaliste, ils s'ingénient à l'aide de cette vérité élémentaire à tromper les ouvriers. Car ils leur suggèrent l'idée qu'une certaine amélioration, même importante, peut être obtenue dans les cadres du régime actuel. Ils représentent le capitalisme pourrissant et déclinant comme leurs pères et leurs grands-pères représentaient le capitalisme robuste et ascendant. Le fait est indiscutable : les stalinistes se parent des dépouilles du réformisme.

La formule politique marxiste, en fait, doit être celle-ci :

> En expliquant chaque jour aux masses que le capitalisme pourrissant ne laisse pas de place non seulement pour l'amélioration de leur situation, mais même pour le maintien du niveau de misère habituel, en posant ouvertement devant les masses la tâche de la révolution socialiste, comme la tâche immédiate de nos jours, en mobilisant les ouvriers pour la prise du pouvoir, en défendant les organisations ouvrières au moyen de la milice, — les communistes (ou les socialistes) ne perdent pas, en même temps, une seule occasion pour arracher, chemin faisant, à l'ennemi telle ou telle concession partielle, ou, au moins, pour l'empêcher d'abaisser encore plus le niveau de vie des ouvriers.

Comparez attentivement cette formule aux lignes de la résolution du Comité Central citées plus haut. La différence, espérons-nous, est claire. D'un côté, le *stalinisme;* de l'autre, le *léninisme*. Entre eux, un abîme.

Un moyen sûr contre le chômage

L'augmentation des salaires, les conventions collectives, l'abaissement du prix de la vie... Mais que faire avec le chômage? La résolution du Comité Central nous vient aussi en aide là-dessus. Citons-là :

> « Ils (les communistes) réclament l'ouverture de travaux publics. A cet effet, ils élaborent des propositions concrètes adaptées à chaque situation locale ou régionale, ils préconisent les moyens de financer ces travaux (projet de prélèvement sur le capital, emprunts avec la garantie de l'Etat, etc...). »

N'est-ce pas étonnant? Cette recette de charlatan est copiée presque mot pour mot chez Jouhaux : les stalinistes repoussent les revendications progressives du « Plan » et adoptent sa partie la plus fantaisiste et la plus utopique.

Les principales forces productives de la société sont paralysées ou à demi-paralysées par la crise. Les ouvriers sont dans la torpeur devant les machines qu'ils ont créées. Le Comité Central sauveur propose : en dehors de l'économie capitaliste réelle, à côté d'elle, créer une autre économie capitaliste, sur la base de « travaux publics ».

Que l'on ne nous dise pas qu'il s'agit d'entreprises épisodiques : le chômage actuel n'a pas un caractère épisodique; ce n'est pas simplement un chômage conjoncturel, mais un chômage de structure, l'expression la plus pernicieuse du déclin capitaliste. Pour le faire disparaître, le Comité Central propose de créer un système de grands travaux, adapté à chaque région du pays, à l'aide d'un système particulier de financement, à côté des finances en désarroi du capitalisme. En un mot, le Comité Central du Parti Communiste propose tout simplement au capitalisme de changer de domicile. Et c'est ce « plan » qu'on oppose à la lutte pour le pouvoir et au programme de nationalisation! *Il n'y a pas de pires opportunistes que les aventuristes effrayés.*

Comment parvenir à la réalisation des travaux publics, au prélèvement sur le capital, aux emprunts garantis, etc., là-dessus on ne nous dit pas un mot. Sans doute, à l'aide de... *pétitions*. C'est le moyen d'action le plus opportun et le plus efficace. Aux pétitions ne résistent ni la crise, ni le fascisme, ni le militarisme. En outre, les pétitions font revivre l'industrie du papier et adoucissent le chômage. Notons donc : l'organisation de pétitions, partie fondamentale du système de travaux publics selon le plan de Thorez et compagnie.

De qui ces gens se moquent-ils? D'eux-mêmes ou du prolétariat ?

Le Parti Communiste est un frein

« Il est étonnant que le prolétariat supporte passivement de telles privations et de telles violences après une lutte de classes plus que centenaire. » On peut entendre à chaque pas cette phrase si hautaine de la bouche d'un socialiste ou d'un communiste en chambre. La résistance est insuffisante? On met cette faute sur le dos des masses ouvrières. Comme si les partis et les syndicats se trouvaient à l'écart du prolétariat et n'étaient pas ses organes de lutte! C'est précisément parce que le prolétariat, en résultat de l'histoire plus que centenaire de ses luttes, a créé ses organisations politiques et syndicales, qu'il lui est difficile, presque impossible, de mener *sans elles* lt *contre elles* LA LUTTE CONTRE LE CAPITAL. Et pourtant, ce qui a été édifié comme le ressort de l'action est devenu un poids mort ou un frein.

Toute la situation inspire aux travailleurs l'idée que les actions révolutionnaires sont nécessaires pour changer toutes les conditions de l'existence. Mais précisément parce qu'il s'agit d'une lutte décisive, qui doit embrasser des millions d'hommes, son initiative repose naturellement sur les *organisations dirigeantes*, sur les partis ouvriers, sur le Front Unique. C'est d'eux que doivent partir un programme clair, des mots d'ordre, des mobilisations de com-